

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
1<sup>er</sup> octobre 2011  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-sixième session**  
Point 37 de l'ordre du jour  
**Question de Palestine**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-sixième année**

**Note verbale datée du 28 septembre 2011, adressée  
au Secrétaire général par la Mission permanente  
de la République bolivarienne du Venezuela  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de faire tenir ci-joint au Secrétaire général une lettre du Président de la République bolivarienne du Venezuela, M. Hugo Chávez Frías, en date du 17 septembre 2011, sur la reconnaissance de l'État de Palestine et son admission au sein de l'ONU en tant que membre à part entière de l'Organisation (voir annexe).

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies serait obligée au Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 37 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (9 novembre 2011).



**Annexe à la note verbale datée du 28 septembre 2011  
adressée au Secrétaire général par la Mission permanente  
de la République bolivarienne du Venezuela  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 17 septembre 2011, adressée au Secrétaire  
général par le Président de la République bolivarienne  
du Venezuela, M. Hugo Chávez Frías**

[Original : espagnol]

Je m'adresse à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, insigne tribune où sont représentés tous les peuples de la Terre, pour réaffirmer, en ce jour et en ce lieu, que le Venezuela appuie sans réserve la reconnaissance de l'État de Palestine et le droit de la Palestine de devenir un État libre, souverain et indépendant. Il s'agit là d'un acte de justice historique envers un peuple qui, depuis toujours, porte en lui toute la douleur et la souffrance du monde.

Le grand philosophe français Gilles Deleuze, empruntant l'accent de la vérité, écrit, dans son mémorable ouvrage intitulé « Grandeur de Yasser Arafat », que la cause palestinienne est avant tout l'ensemble des injustices que ce peuple a subies et continue de subir. Elle est aussi – oserai-je ajouter – une volonté de résistance permanente et irréductible, d'ores et déjà inscrite dans la mémoire héroïque de la condition humaine. Une volonté de résistance qui naît de l'amour le plus profond pour la terre. Mahmoud Darwish, voix infinie de la Palestine possible, nous parle avec tout le sentiment et la conscience qu'inspire un tel amour, lorsqu'il clame : Qu'avons-nous besoin du souvenir? Le mont Carmel est en nous, et sur nos paupières pousse l'herbe de Galilée. Ne dis pas : que ne courrions-nous pas comme le fleuve pour le rejoindre! Nous sommes dans la chair de notre pays, et il est en nous.

Contre ceux qui prétendent, à tort, que ce qu'il advient au peuple palestinien n'est pas un génocide, Deleuze lui-même soutient, avec une lucidité implacable, que, d'un bout à l'autre, il s'agira de faire comme si le peuple palestinien, non seulement ne devait plus être, mais n'avait jamais été. C'est là – comment dire? – le degré zéro du génocide : décréter qu'un peuple n'existe pas; lui nier le droit à l'existence.

Saluons, à ce propos, le grand écrivain espagnol Juan Goytisolo, lorsqu'il affirme catégoriquement, à bon droit, que la promesse biblique de la terre de Judée et de Samarie faite aux tribus d'Israël n'est pas un contrat de propriété entériné par-devant notaire qui autoriserait à en expulser ceux qui y sont nés et qui y vivent. Aussi, pour régler le conflit du Moyen-Orient, est-il impératif de rendre justice au peuple palestinien : c'est la seule voie à suivre si l'on veut conquérir la paix.

Il y a de quoi souffrir et s'indigner lorsque ceux-là mêmes qui ont subi un des pires génocides de l'histoire deviennent à leur tour les bourreaux du peuple palestinien; il y a de quoi souffrir et s'indigner lorsqu'à l'Holocauste succède la Nakbah. Il y a, enfin, de quoi s'indigner, purement et simplement, lorsque le sionisme persiste à recourir au chantage à l'antisémitisme contre quiconque s'oppose à ses agressions et à ses crimes. Israël s'est livré et se livre à une instrumentalisation vile et éhontée de la mémoire des victimes. Il entend, ce faisant,

agir en toute impunité à l'égard de la Palestine. Rappelons utilement, au demeurant, que l'antisémitisme est un fléau occidental, européen, avec lequel les Arabes n'ont rien à voir. Rappelons, de surcroît, que c'est un peuple sémite – le peuple palestinien – qui subit le nettoyage ethnique pratiqué par l'État colonialiste israélien.

Comprenez-moi : c'est une chose que de rejeter l'antisémitisme, c'en est une autre, très différente, que d'accepter passivement le régime d'apartheid imposé par la barbarie sioniste au peuple palestinien. D'un point de vue éthique, quiconque rejette le premier se doit de condamner le second.

Qu'il me soit permis une digression nécessaire : il est manifestement abusif de confondre sionisme et judaïsme; nombre d'intellectuels juifs, tels Albert Einstein et Erich Fromm, n'ont pas manqué de nous le rappeler au fil du temps. Et aujourd'hui, en Israël même, la conscience citoyenne est de plus en plus forte à s'opposer ouvertement au sionisme et à ses pratiques terroristes et criminelles.

Il faut l'affirmer sans ambages : le sionisme, en tant que vision du monde, est foncièrement raciste. D'un cynisme atterrant, ces propos de Golda Meir en sont la preuve criante : Comment pourrions-nous restituer les territoires occupés? Il n'y a personne à qui les restituer! Ce que l'on appelle Palestiniens n'existe pas. Ce n'était pas comme s'il y avait eu un peuple palestinien, qui se serait considéré comme tel, et que nous soyons venus, les ayons expulsés et leur ayons dérobé leur pays. Ils n'existaient pas.

Rappelons que c'est dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que le sionisme évoquait le retour du peuple juif en Palestine et la création d'un État national qui lui serait propre. Cette prise de position servait parfaitement les desseins du colonialisme français et britannique, comme elle servirait par la suite ceux de l'impérialisme yankee. L'Occident a toujours appuyé et encouragé l'occupation sioniste de la Palestine par la voie militaire.

Lisons et relisons donc ce document de 1917, historiquement connu sous le titre de Déclaration Balfour et dans lequel le Gouvernement britannique s'arrogeait le pouvoir de promettre aux Juifs un foyer national en Palestine, faisant délibérément fi de la présence et de la volonté de ses habitants. Rappelons aussi que chrétiens et musulmans ont vécu en paix, des siècles durant, en Terre sainte, jusqu'à ce que le sionisme n'entreprenne de la revendiquer comme sa propriété entière et exclusive.

Rappelons encore que c'est dès la deuxième décennie du XX<sup>e</sup> siècle que le sionisme, profitant de l'occupation coloniale de la Palestine par la Grande-Bretagne, a commencé à mettre à exécution son projet expansionniste. C'est aussi à la fin de la Seconde Guerre mondiale que le peuple palestinien atteindrait le paroxysme de sa tragédie en se voyant expulsé à la fois de son territoire et des confins de l'Histoire. La résolution 181 de l'ONU – inique et illégale s'il en est – a recommandé en 1947 la partition de la Palestine en un État juif, en un État arabe et en une zone (Jérusalem et Bethléem) placée sous contrôle international, cédant ainsi – comble de l'audace – 56 % du territoire au sionisme pour qu'il y constitue son État. Cette résolution violait de fait le droit international et faisait manifestement fi de la volonté des grandes majorités arabes, rendant ainsi lettre morte le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

De 1948 à nos jours, l'État sioniste a continué de mettre à exécution sa stratégie criminelle à l'encontre du peuple palestinien. Pour ce faire, il a toujours pu compter sur un allié inconditionnel : les États-Unis d'Amérique. Cet appui inconditionnel se traduit très concrètement par le fait que c'est Israël qui oriente et détermine la politique internationale des États-Unis au Moyen-Orient. Ce n'est donc pas sans raison qu'Edward Saïd, illustre conscience palestinienne et universelle, a affirmé que tout accord de paix qui se construirait sur la base d'une alliance avec les États-Unis, loin d'amenuiser le pouvoir du sionisme, ne ferait que le conforter.

Cela dit, contrairement à ce qu'Israël et les États-Unis cherchent à faire croire au monde par le biais des multinationales de la communication, ce qui s'est déroulé et se déroule en Palestine est – disons-le avec Saïd – un conflit non pas religieux, mais politique, qui porte la marque du colonialisme et de l'impérialisme; un conflit non pas millénaire, mais contemporain; un conflit qui est né, non au Moyen-Orient, mais en Europe.

Quel était et quel est encore le nerf du conflit? Le fait de privilégier la prise en compte de la sécurité d'Israël, jamais celle de la Palestine. L'histoire récente le corrobore : il suffit de rappeler la nouvelle équipée génocidaire lancée à Gaza par Israël dans le cadre de l'opération « Plomb durci ».

La sécurité de la Palestine ne saurait se réduire à la simple reconnaissance d'une autonomie restreinte en matière de gouvernement et de police dans les « enclaves » de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, qui ignorerait non seulement la création de l'État palestinien dans le cadre des frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, de même que les droits de ses nationaux et le droit de son peuple à l'autodétermination, mais également le droit à réparation et, en dernière analyse, au retour dans leur patrie de la moitié des Palestiniens dispersés à travers le monde, comme le prévoit la résolution 194 (1948).

Il est inconcevable qu'un pays comme Israël, qui doit son existence à une résolution de l'Assemblée générale, puisse mépriser à ce point les résolutions émanant de l'ONU. Voilà ce que dénonçait le père Miguel D'Escoto lorsqu'il exigeait la fin du massacre perpétré contre la population de Gaza, entre la fin de 2008 et le début de 2009.

Monsieur le Secrétaire général,  
Distingués représentants des peuples du monde,

L'on ne saurait ignorer la crise que traverse l'ONU. En 2005, nous avons soutenu, devant cette même Assemblée générale, que le modèle des Nations Unies avait fait son temps. Le fait que le débat sur la question de Palestine ait été ajourné et soit ouvertement saboté en est une nouvelle confirmation.

Washington ne cesse de répéter, depuis plusieurs jours, qu'il opposera son veto, au Conseil de sécurité, à ce qui sera une résolution majoritairement plébiscitée par les membres de l'Assemblée générale, c'est-à-dire à la reconnaissance de la Palestine en tant que membre de plein droit de l'ONU. Dans la Déclaration de reconnaissance de l'État de Palestine, nous avons d'ores et déjà déploré, aux côtés des nations sœurs qui constituent l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, qu'une aspiration ô combien légitime soit entravée par ce biais. L'empire, nous le savons, entend en l'occurrence, comme il le fait par ailleurs, imposer la pratique du « deux poids, deux mesures » sur la scène internationale : c'est là toute la duplicité yankee qui, tout en violant le droit international en Libye,

permet à Israël de faire ce qui lui chante, se faisant ainsi le principal complice du génocide que la barbarie sioniste commet contre les Palestiniens. Rappelons-nous les propos de Saïd qui révèlent, on ne peut mieux, où le bât blesse : les intérêts d'Israël aux États-Unis font que la politique de ce pays au Moyen-Orient est, fatalement, israélo-centriste.

Pour conclure, je voudrais faire entendre ici la voix de Mahmoud Darwish, qui écrit, dans son mémorable poème intitulé « Sur cette terre » : sur cette terre, il y a ce qui mérite vie : Sur cette terre, se tient la maîtresse de la terre, mère des préludes et des épilogues. On l'appelait Palestine. On l'appelle désormais Palestine. Ma Dame, je mérite la vie, car tu es ma Dame.

Elle continuera de s'appeler Palestine. La Palestine vivra et vaincra! Vive la Palestine libre, souveraine et indépendante!

Le Président de la République  
bolivarienne du Venezuela  
(*Signé*) Hugo **Chávez Frías**